

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) dans la localité de Wamaza

Province du Maniema, République Démocratique du Congo

14 - 15 octobre 2020

Contexte

Le 5 octobre 2020, des pluies diluviennes et des vents violents se sont abattus sur la localité de Wamaza, située dans la zone de santé (ZS) de Salamabila (Territoire de Kabambare, Province du Maniema).¹ La ZS de Salamabila est particulièrement touchée par les catastrophes naturelles. En effet, la commune rurale de Salamabila, située dans la même ZS avait été affecté entre le 30 septembre et le 1er octobre.² De plus, d'autres localités ont été affecté par ces vents violents et pluies diluviennes le 5 octobre : celles de Kailo, de Mitumba ou encore de Kangwangwa. Plusieurs zones de la Province du Maniema sont affectées de façon récurrente par ces intempéries depuis cinq ans. Ces intempéries se déroulaient généralement à la fin de la saison sèche ou en début de saison des pluies.³

Ces phénomènes, récurrents dans la ZS, entraînent une détérioration des conditions de vie des ménages, à laquelle contribuent également des conflits liés à l'exploitation des ressources minières dans la ZS. Le [Plan de Réponse Humanitaire de 2020](#) rapporte une continuelle dégradation de la situation humanitaire dans la ZS, notamment dû à des incursions de groupes armés dans la zone, provoquant des mouvements de population et des incidents de protection.

Méthodologie

En réponse à une alerte publiée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH ou OCHA - acronyme anglais pour Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) sur la plateforme Ehtools le 12 octobre 2020, REACH a réalisé une évaluation rapide multisectorielle (ERM) couvrant la localité de Wamaza.² Afin d'obtenir des informations sur les impacts et les besoins humanitaires suite aux intempéries qui ont touché la localité, **16 entretiens ont été réalisés à distance avec des IC entre le 14 et le 15 octobre 2020**. Les résultats présentés ci-dessous sont des fréquences de citation de réponses des IC interrogés, et doivent être considérés comme indicatifs seulement.

En raison du contexte sécuritaire, il a été décidé de réaliser la collecte de données à distance, via des entretiens téléphoniques avec des informateurs clés (IC) sélectionnés selon les critères suivants : en fonction de leur connaissance détaillée, approfondie et récente (de moins d'un mois) de la situation humanitaire dans la localité évaluée, ainsi qu'en se fondant sur leur fonction (chef de village, leader, etc.) et/ou sur leur emploi (administratif, organisation non-gouvernementale (ONG), marchand). Ces IC ont également fourni les contacts d'autres IC pertinents dans ces localités difficiles d'accès (méthode d'échantillonnage en « boule de neige »), qui ont aussi été contactés par téléphone.

¹ Alerte 3649 publiée sur la plateforme Ehtools le 12 octobre 2020. Disponible [ici](#).

² Alerte 3651 publiée sur la plateforme Ehtools le 16 octobre 2020. Disponible [ici](#).

³ CARITAS-Kindu, OSV et ASOVUG (octobre 2020), « [Rapport des besoins humanitaires multisectoriels de ménages sinistrés par la catastrophe naturelle: Ouragan et pluies diluviennes au Maniema](#) ».

Localisation de la localité enquêtée



Besoins prioritaires



L'abri était le premier besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (14/16)

D'importantes destructions d'abris ont été rapportées par les IC pour la localité de Wamaza suite à la catastrophe naturelle (voir section Abris et AME ci-dessous).



Les articles ménagers essentiels (AME) était le second besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (9/16)

D'importantes perte d'AME ont été observées par les IC dans la localité, suite à la crise et à la perte d'abris (voir section Abris et AME ci-dessous).



La nourriture était le troisième besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (9/16)

Les proportions de cultures et de champs endommagés suite à la crise rapportées par les IC sont importantes (voir section Sécurité Alimentaire ci-dessous).



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire

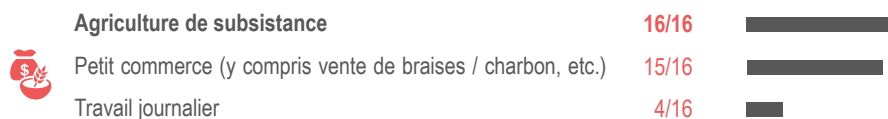


FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire

Trois activités de subsistance de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC :*



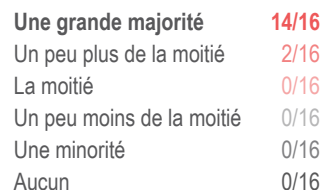
Deux principales sources de nourriture de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



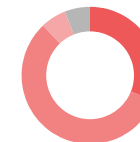
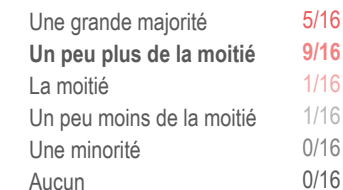
Tous les IC ont rapporté que l'agriculture de subsistance était l'un des principaux moyens de subsistance des ménages de la localité évaluée, suivi de la quasi-totalité des IC (15/16) rapportant le petit commerce (y compris la vente de braises et de charbon, etc.). Cela concorde avec le fait que la quasi-totalité des IC (14/16) ont rapporté que plus de 75% de la population avait accès à la terre. De plus, la même proportion d'IC a rapporté qu'au moins la moitié de la population pratiquait l'agriculture au moment de la collecte de données, indiquant que l'agriculture était un moyen de subsistance clé pour la population de la localité évaluée. Les principales barrières à l'agriculture rapportées par les IC étaient le manque de semences (7/16), suivi du manque d'outils ou de machines (6/16), de l'abondance des pluies ou des inondations ainsi que l'insécurité et les violences (5/16 IC pour les deux).

Ces résultats indiquent que, bien que les intempéries et l'insécurité constituent des barrières d'accès à l'agriculture, les principales barrières sont liées à un manque de moyens pour pratiquer cette activité. De plus, il est important de souligner que la quasi-totalité des IC (14/16) ont rapporté qu'au moins la moitié des cultures ont été endommagées suite aux intempéries, laissant suggérer un accroissement des difficultés pour les ménages. De même, le pillage du bétail était la seconde préoccupation de protection la plus citée par les IC, ce qui indique d'autres entraves à la pratique de l'agriculture (pour plus d'informations, voir la section protection). Les principales sources d'acquisition de nourriture rapportées par tous les IC étaient la production personnelle et le petit commerce (y compris la vente de braises et de charbon, etc.). En outre, une peu plus de la moitié des IC (9/16) ont rapporté le marché comme principale source d'acquisition de nourriture. Tous les IC ont rapporté la présence d'un marché à moins de deux heures de marche. Cependant, la quasi-totalité des IC (15/16) ont rapporté que moins de biens étaient disponibles dans ledit marché, et tous ont rapporté une augmentation des prix dans les 7 jours précédant la collecte de données. Ces changements dans la disponibilité et les prix des biens pourraient affecter la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins.

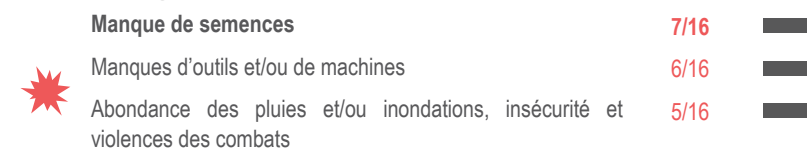
Proportion de ménages de la localité enquêtée ayant accès à la terre, selon les IC :*



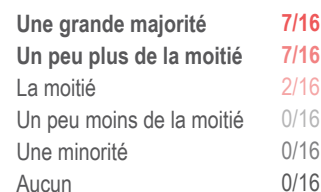
Proportion de ménages de la localité enquêtée pratiquant l'agriculture, selon les IC :*



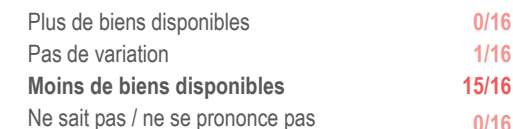
Trois principales barrières à l'agriculture pour la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



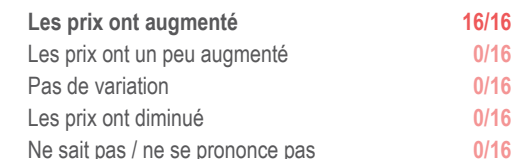
Proportion de ménages de la localité enquêtée dont les cultures ont été endommagées suite aux intempéries, selon les IC :*



Disponibilité des produits sur le marché suite aux intempéries, selon les IC :



Fluctuation des prix sur le marché suite aux intempéries, selon les IC :



* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

* Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire





Situation de la faim de la plupart des ménages de la localité, selon les IC :

Presque pas de faim	0/16
La faim est limitée	5/16
La faim est importante	11/16
La faim est la pire qu'elle puisse être / famine	0/16
Ne sait pas	0/16

Nombre de repas quotidien pris par la plupart des habitants de la localité, selon les IC :

< 1 repas par jour	0/16
1 repas par jour	12/16
2 repas par jour	4/16
3 repas par jour	0/16
Ne sait pas	0/16



Trois principales stratégies de survie utilisées par la population les plus fréquemment citées par les IC :*

Vente des biens mobiliers	13/16	
Vente de bétail (plus que d'habitude pour cette période de l'année)	9/16	
 Consommation des semences destinées à la prochaine saison ou récolte de cultures qui ne sont pas encore prêtes	7/16	

Une majorité des IC a rapporté que la plupart des ménages vivant dans la localité mangeaient un seul repas par jour (12/16), tandis que 11 des 16 IC interrogés ont rapporté que la faim était importante. Les stratégies de survie les plus fréquemment rapportées par les IC étaient la vente de biens immobiliers pour acheter de la nourriture (13/16), la vente de bétail plus importante que d'ordinaire pour la période de l'année (9/16) et la consommation de semences destinées à la prochaine saison ou la récolte de cultures qui ne sont pas encore prêtes (7/16). Ces stratégies de survie ne sont pas soutenables sur le long terme, et sont d'autant plus problématiques que les IC ont rapporté le manque de semences comme principale barrière à l'agriculture et le pillage du bétail comme seconde préoccupation de protection, et risquent donc d'entraîner une dégradation de l'accès à la nourriture.

Santé




Les problèmes d'accès aux soins pour les ménages les plus fréquemment cités par les IC interrogés :*

Manque de moyens pour payer les soins de santé	13/16	
Manque de médicaments	10/16	



Tous les IC (16/16) ont rapporté que les structures de santé (centre, clinique, hôpital) étaient le principal lieu de soin utilisé par les ménages de la localité évaluée.

Maladies affectant les adultes de la localité, les plus fréquemment citées par les IC :*

Paludisme	16/16	
Typhoïde	5/16	
Diarrhées aiguës	3/16	

Maladies affectant les enfants de la localité, les plus fréquemment citées par les IC :*

Paludisme	15/16	
Diarrhées aiguës	7/16	
Infection respiratoire aiguë, rougeole	3/16	

Concernant la disponibilité et l'accès aux centres de santé, tous les IC ont rapporté les structures de santé comme étant le principal lieu de soin disponible pour les ménages, y compris pour les accouchements. En ce qui concerne la distance pour accéder aux structures de soin, une majorité des IC (12/16) ont rapporté que la plus proche se situait entre 45 minutes et 2 heures de marche pour la majorité des ménages de la localité. Néanmoins, un quart des IC (4/16) ont rapporté que la structure de santé la plus proche se situait entre deux heures et une journée de marche, indiquant que la structure de santé la plus proche pourrait être plus éloignée pour certains ménages. Bien que cela n'ait pas été rapporté comme l'un des principaux problèmes d'accès pour les ménages, 2 IC ont rapporté un problème d'accès physique dû à la distance au centre de santé le plus proche. Les deux principaux problèmes d'accès aux soins rapportés par les IC étaient le manque de moyens pour payer les soins de santé (13/16) ainsi que le manque de médicaments (10/16).

Les maladies principalement rapportées par les IC étaient le paludisme (16/16) ainsi que la typhoïde (5/16) pour les adultes, et le paludisme (15/16) suivi de la diarrhée aiguë (7/16) pour les enfants. Les cas importants de paludisme pourraient être aggravés par le manque de moustiquaires, avec presque deux tiers des IC (11/16) ayant rapporté que seulement la moitié ou moins de la population dormait sous des moustiquaires.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



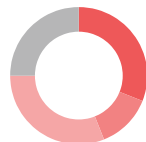
FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Abris et AME

Proportion des ménages logeant dans des logements durables, selon les IC :⁴

Une grande majorité	5/16
Un peu plus de la moitié	2/16
La moitié	5/16
Un peu moins de la moitié	4/16
Une minorité	0/16
Aucun	0/16



Proportion des ménages logeant dans des abris collectifs, selon les IC :

Une grande majorité	0/16
Un peu plus de la moitié	0/16
La moitié	0/16
Un peu moins de la moitié	5/16
Une minorité	6/16
Aucun	5/16



Proportion des abris étant endommagés ou détruits dans la localité évaluée suite à la crise, selon les IC :

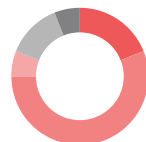
Une grande majorité	8/16
Un peu plus de la moitié	5/16
La moitié	0/16
Un peu moins de la moitié	3/16
Une minorité	0/16
Aucun	0/16



Un peu moins de la moitié des IC indiquant la présence d'abris collectifs (5/12) ont rapporté qu'au moins l'un des abris collectifs utilisés par les ménages était une école.

Proportion des ménages non déplacés accueillant des ménages déplacés, selon les IC :

Une grande majorité	3/16
Un peu plus de la moitié	9/16
La moitié	1/16
Un peu moins de la moitié	2/16
Une minorité	1/16
Aucun	0/16






Proportion des ménages ayant subi des pertes d'AME suite à la crise, selon les IC :

Une grande majorité	6/16
Un peu plus de la moitié	9/16
La moitié	1/16
Un peu moins de la moitié	0/16
Une minorité	0/16
Aucun	0/16



Trois besoins prioritaires des ménages en AME les plus fréquemment cités par les IC interrogés :^{*}



Bidons de stockage	14/16	
Casseroles	12/16	
Support de couchage	10/16	

Abris

Le besoin en abris était le premier besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (14/16), ce qui concorde avec le fait qu'une majorité des IC (13/16) ont rapporté qu'au moins la moitié des abris ont été endommagés ou détruits dans la localité évaluée. D'après la majorité des IC (12/16), une majorité de ménages non-déplacés au sein de la localité accueillait des ménages déplacés.

En ce qui concerne le logement, environ les trois quarts des IC (12/16) ont rapporté qu'au moins la moitié des ménages de la localité évaluée vivait dans des logements durables. Il est important de rappeler que la vente de biens immobiliers pour acheter de la nourriture a été rapportée par les deux tiers des IC (13/16) comme étant l'une des stratégies de survie les plus répandues dans la localité évaluée. Cette stratégie de survie ne peut s'inscrire sur le long terme et pourrait se révéler d'autant plus dommageable en cas de nouvelle catastrophe naturelle. Il n'existe pas de consensus entre les IC sur le principal type d'abris pour le reste des ménages de la localité : une majorité (11/16) a indiqué qu'entre un peu moins de la moitié ou une minorité de la population (entre 49% et moins de 25%) vivait dans des abris collectifs, tandis que 9 IC sur 16 ont indiqué des tendances similaires vis-à-vis des abris d'urgence. Parmi les IC rapportant la présence de ménages déplacés vivant dans des abris collectifs, un peu moins de la moitié (5/12) ont rapporté qu'au moins l'un de ces abris collectifs était une école.

AME

Le second besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC était le besoin en AME (9/16). Cela est corroboré par le fait que la quasi-totalité des IC (15/16) ont indiqué qu'au moins la moitié des ménages ont subi des pertes d'AME suite à la catastrophe naturelle. Les AME les plus communément rapportés comme besoins prioritaires par les IC étaient les bidons de stockage (14/16), les casseroles (12/16) et enfin les supports de couchage (10/16).

^{*} Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

^{*} Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁴ Dans le cadre de cette évaluation, un logement considéré comme durable est une maison ayant une construction relativement durable et faite avec des matériaux plus solides, par opposition à l'abri d'urgence qui est précaire et souvent provisoire, fait à partir de matériaux basiques, disponibles sur place et rapidement. L'abri d'urgence est généralement lié à une situation de déplacement, tandis que le logement durable est généralement plutôt aux communautés hôtes.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

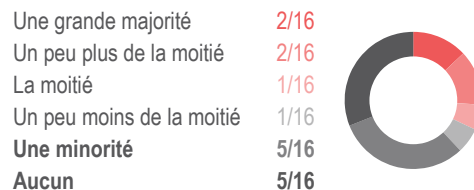
REACH Informing
more effective
humanitarian action

Eau, Hygiène et Assainissement

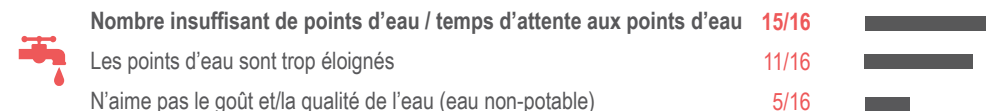
Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau non-améliorée, selon les IC :⁵



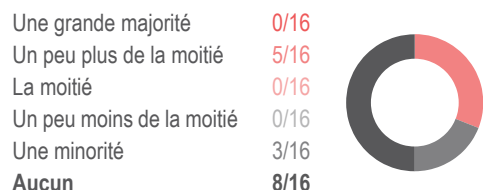
Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau améliorée, selon les IC :⁵



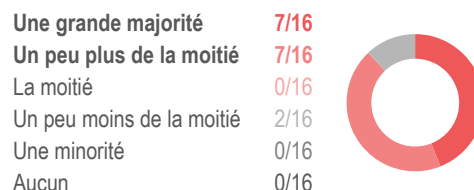
Trois principaux problèmes limitant l'accès à l'eau les plus fréquemment cités par les IC interrogés :



Part des ménages n'ayant pas assez d'eau pour boire, selon les IC :⁶



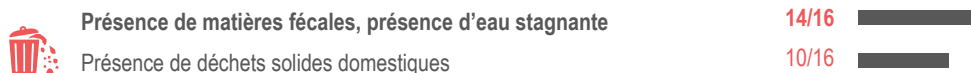
Part des ménages ayant seulement accès à des latrines non-améliorées, selon les IC :⁶



Deux problèmes d'accès aux installations sanitaires dans la localité les plus fréquemment cités par les IC interrogés :^{*}



Deux problèmes d'assainissement dans la localité les plus fréquemment cités par les IC interrogés :[†]



Une grande majorité des IC (13/16) ont rapporté que la majorité de la population avait seulement accès à des sources d'eau non améliorées (c'est-à-dire non-protégée de l'extérieur, telle que des puits creusés non-couverts/traditionnels, des sources naturelles non-aménagées, etc.). Une majorité des IC (11/16) ont indiqué que pour au moins la moitié de la population, le temps nécessaire pour se rendre à la source d'eau était supérieur à 45 minutes à pied. De plus, presque un tiers des IC (5/16) ont rapporté qu'un peu plus de la moitié de la population (entre 51% et 75%) n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour boire. Cela concorde avec les principaux problèmes d'accès à l'eau rapportés par les IC, qui étaient le nombre insuffisant de points d'eau (15/16) et la longue distance pour atteindre les points d'eau (12/16).

D'après la plupart des IC, un peu plus de la moitié des ménages de la localité évaluée ne disposait que de latrines non-améliorées (14/16), tandis que seule une minorité disposait de latrines améliorées (2/16). Les deux principaux problèmes d'accès aux installations sanitaires ayant été soulevés par les IC (13/16) étaient le manque d'installations sanitaires ou leur surutilisation, suivi du fait que les installations sanitaires n'étaient pas propres ou hygiéniques (7/16). Les IC ont également indiqué plusieurs problèmes d'assainissement dans la localité évaluée : la présence de matière fécale (14/16), la présence d'eau stagnante (14/16) ainsi que la présence de déchets solides domestiques (10/16). Bien que l'eau, l'hygiène et l'assainissement n'aient pas été rapportés comme un besoin prioritaire par les IC, ces résultats mettent en avant une situation préoccupante en matière d'assainissement dans la localité de Wamaza.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

† Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁵ Une source d'eau non-améliorée est définie comme une source d'eau non-protégée de l'extérieur, telle que des puits creusés non-couverts/traditionnels, source d'eau naturelle non-aménagée, etc. A contrario, une source d'eau améliorée est définie comme une source d'eau protégée de l'extérieur, telle que eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe / forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque / échoppe / boutique à eau, eau en bouteille; eau en sachet, etc. et eau de pluie.

⁶ Les installations sanitaires non-améliorées sont des installations qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que les latrines à fosses ouvertes ou sans dalle, latrines traditionnelles, etc. Au contraire, les installations sanitaires améliorées sont des installations qui permettent d'éviter le contact extérieur avec les excréments, ce qui peut comprendre les latrines à fosse couverte / avec dalle, latrines à évacuation vers un réservoir ou un système d'égout, etc. (UNICEF (2006), « [Water, Sanitation and Hygiene : definition of indicators](#) »).



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Education

Présence d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche, selon les IC :

Moins d'une heure **16/16**
 Plus d'une heure / pas d'école fonctionnelle **0/16**
 Ne sait pas **0/16**



Une majorité des IC (12/16) ont rapporté que l'école primaire fonctionnelle située à moins d'une heure de marche de Wamaza était endommagée au moment de la collecte de données.

Principale raison de l'endommagement de l'école primaire la plus proche, rapporté par les IC indiquant que l'école a été endommagée suite aux intempéries :

Violences communautaires ou désastre naturel **12/12**
 Attaque par des personnes armées **0/12**
 Autre **0/12**

Principaux lieux physiques dans lesquels se déroulaient les classes primaires suite aux intempéries, selon les IC :

Ecoles existantes	8/12
Ne sait pas	2/12

Tous les IC ont rapporté qu'en temps habituel, une école primaire fonctionnelle se situait à moins d'une heure de marche pour les enfants de la localité. La plupart des IC (12/16) ont aussi rapporté que ladite école était endommagée, principalement en raison des violences communautaires ou des désastres naturels. De plus, presque un tiers des IC (5/16) ont rapporté que certaines écoles servaient également d'abris collectifs pour les ménages dont les abris ont été détruits. La moitié des IC (8/15) ont rapporté que le lieu physique des classes primaires au moment de la collecte de données était toujours l'école, suggérant que les cours avaient continué suite à la catastrophe naturelle. En ce qui concerne les raisons principales de non-scolarisation pour les enfants de 6 à 11 ans rapportés par les IC se trouvaient l'incapacité de payer le matériel scolaire (8/16) et l'incapacité de pouvoir payer les frais scolaires (5/16).

Protection

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC interrogés pour les femmes de plus de 18 ans :*

Pillage du bétail **7/16**
 Pillages des biens **6/16**
 Violences conjugales **5/16**

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de plus de 18 ans :*

Pillages des biens **15/16**
 Pillage du bétail **12/16**
 Arrestations arbitraires **7/16**

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les femmes de moins de 18 ans :*

Violences sexuelles **8/16**
 Mariage précoce/forcé **7/16**
 Pillage du bétail **5/16**

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de moins de 18 ans :*

Pillages des biens **8/16**
 Pillage du bétail **7/16**
 Enlèvements ou tentative d'enlèvement **3/16**

Le pillage de biens était la préoccupation de protection la plus rapportée par les IC pour toutes les tranches d'âges et de genre confondus ; c'était aussi la première préoccupation de protection rapportée pour les hommes (15/16) et les garçons (8/16). La seconde préoccupation de protection la plus communément rapportée par les IC était le pillage du bétail ; c'était aussi la première préoccupation de protection citée pour les femmes (7/16). En ce qui concerne les filles, les violences sexuelles étaient la préoccupation la plus fréquemment rapportée par les IC (8/16), suivi du mariage précoce ou forcé (7/16).

En ce qui concerne les tensions sociales liées à la propriété et à la terre, un peu moins de la moitié des IC (7/16) ont rapporté la présence de tensions sociales très graves, tandis qu'un IC a rapporté des tensions modérées dans la localité évaluée. Parmi les IC rapportant la présence de tensions liées à la propriété ou à la terre, la principale source de tensions sociales rapportée par les tous IC était celle des problèmes de limites (entre différents champs ou cultures) (8/8).

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action